



POUR

L'ÉDUCATION, L'ENSEIGNEMENT,
LA RECHERCHE, LA CULTURE EN HAUTE-SAVOIE



EDITORIAL

POUR N°128 NOVEMBRE 2025

Edito commun FSU 74 – CGT 74 : un pas en avant pour l'unité syndicale

Le 1er mai 2025, journée internationale de lutte des travailleurs et travailleuses, a marqué une étape importante pour le mouvement syndical en Haute-Savoie : la FSU 74 et la CGT 74 ont officialisé la création de leur « maison commune ». Cette démarche s'inscrit dans la continuité de ce qui a été engagé au niveau national et fait écho aux mandats adoptés dans nos organisations respectives. Elle répond à une conviction partagée : face aux attaques répétées contre les droits des salarié·es, les du services publics et contre notre modèle social, l'union et la coopération sont des nécessités. Au niveau départemental, plusieurs actions nous réunissent déjà, telles que le collectif VISA, la lutte pour l'égalité femmes-hommes par exemple.

Cette « maison commune » n'est pas une fusion des organisations, mais bien un lieu de travail, de réflexion et d'action partagés. Elle a vocation à renforcer nos coopérations tout en respectant l'identité, l'histoire et la spécificité de chacune de nos organisations.

C'est un espace qui nous permettra de :

- mieux coordonner nos luttes et nos initiatives,
- mutualiser nos analyses et nos forces,
- être plus lisibles et plus présents dans le département,
- donner aux salarié·es, aux agent·es public·ques et à l'ensemble du monde du travail un signal fort d'unité et de détermination.

En Haute-Savoie comme ailleurs, nous savons que l'isolement syndical fragilise la défense des droits. Cette maison commune peut être un outil au service de toutes celles et ceux qui luttent pour plus de justice sociale, pour la défense des services publics, pour l'égalité et pour l'émancipation.

Elle s'inscrit aussi dans la continuité de nos engagements contre toutes les formes d'oppression :

- le combat contre les idées d'extrême droite, qui divisent, stigmatisent et menacent la démocratie et les droits fondamentaux ;
- la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, qui touchent le monde du travail comme l'ensemble de la société ;
- la défense et la conquête des droits des femmes, encore trop souvent remis en cause ou ignorés.
- Parce que ces combats sont indissociables du mouvement syndical, la maison commune portera aussi des actions de sensibilisation et de formation : organisation de tables rondes, de soirées-débats et de journées de formation ouvertes aux agent·es public·ques, aux salarié·es et à l'ensemble du monde du travail haut-savoyard.

Cette maison commune n'a de sens que si elle vit grâce aux militantes et militants qui la font exister. Nous invitons donc toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans ces valeurs à nous rejoindre, participer, proposer et construire avec nous cette dynamique nouvelle.

En officialisant cette maison commune le 1er mai, nous affirmons notre volonté de donner un avenir à l'unité syndicale, non pas comme un slogan, mais comme une pratique quotidienne.

Parce que nos combats sont communs, parce que l'avenir de nos droits dépend de notre capacité à les défendre ensemble, la maison commune FSU 74 – CGT 74 est désormais ouverte.

SOMMAIRE

- p.1 : Edito commun FSU 74 – CGT 74
- p.2 : Des idées d'extrême droite toujours plus présentes - Mobilisation contre l'austérité
- p.3 : Dérive ?
- p.4 : LGBTQIA+phobies, ce que cela signifie vraiment pour les personnes victimes
- p.5 : Défendre les acquis du programme du CNR
- p.6 : Des moyens pour l'Ecole Inclusive !
- p.7 : Vers une convergence des luttes (SFR 74) - Tromperies et ambiguïtés de la réforme des retraites (SNES-FSU combatif)

Des idées d'extrême droite toujours plus présentes

Au mois de juin, était organisée à Annecy la nuit du bien commun. Cette organisation, sous couvert d'une banale levée de fond pour des associations, est en fait une manœuvre du milliardaire Pierre-Edouard Stérin pour développer son projet d'extrême droite, PERICLES (Patriotes, Enracinés, Résistants, Identitaires, Chrétiens, Libéraux, Européens, Souverainistes).

Cette opération avait deux objectifs : dédiaboliser l'extrême droite en la faisant passer pour un honorable soutien d'associations et contourner les prélèvements fiscaux par des déductions d'impôts pour dons. Ces déductions sont à souligner car c'est ce qui fait baisser les recettes du budget de l'Etat, contribuant à la diminution du financement des associations, les laissant à la merci du mécénat intéressé des plus riches.

La FSU 74 était mobilisée, dans le cadre de VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) pour dénoncer ce piège, avec des communiqués de presse et une manifestation.

Le projet PERICLES est à dénoncer fermement : P-E Stérin souhaite l'union des droites pour faire élire un maximum de maires du Rassemblement National et de Reconquête en 2026. Mais la banalisation des idées d'extrême droite est encore plus alarmante. Ainsi, le centre des congrès d'Annecy a répondu aux élus qui le sollicitaient pour annuler cette manifestation d'extrême droite, qu'il ne voyait pas de problème à la tenue de cet événement. Le jour de l'opération, la fanfare du 27ème BCA avait même prévu de venir jouer à cette soirée, avant d'en être dissuadée par les contre-manifestant·es, sans y voir un quelconque soutien à l'extrême droite. C'est un comble pour un régiment créé pendant la 2nde guerre mondiale pour résister à l'extrême droite nazie et vichyste.

Attention à ces idées de haine qui se propagent partout et n'inquiètent plus les politiques qui préfèrent s'allier au RN plutôt qu'aux partis de gauche comme on peut le voir à l'Assemblée Nationale trop souvent. Les médias sont de plus en plus rachetés par des milliardaires pour diffuser ces idées avec l'aide de pseudos journalistes qui matraquent le public de leurs croyances et non de faits vérifiés !

Non aux idées de haine ! Oui à la formation et à l'information !

Thomas Prabonnaud

Mobilisations contre l'austérité

Une première avancée a été obtenue mais rien n'est encore gagné !

Le premier ministre Lecornu a annoncé vouloir suspendre la réforme des retraites pour éviter d'être censuré immédiatement. Il s'agit en réalité d'un véritable tour de passe-passe va lui permettre de faire passer un budget des plus austères !

Tout d'abord cette suspension est juste un décalage de la réforme jusqu'en 2028 : cela ne change rien pour une majorité de la population. Nous devons rester mobilisé·es pour obtenir la suspension pour toutes les générations puis l'abrogation de la réforme.

Ensuite la suspension ne serait pas proposée par un texte de loi mais par un amendement au projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS). Cela signifie que pour l'obtenir, les député·es seront obligé·es de voter l'intégralité du projet de loi, avec toutes les mesures d'austérité qu'elles contiennent.

Que ce soit pour le PLFSS ou le PLF (Projet de Loi de Finances), les mesures d'austérité envisagées par François Bayrou sont toujours là : gel du point d'indice, année blanche pour les pensions, remplacement de l'abattement de 10 % pour les retraité·es par un plafond de 2000 euros, gel des prestations sociales, doublement des franchises médicales...

L'intersyndicale s'est réunie le 20 octobre pour dénoncer ce subterfuge et appeler à maintenir la pression et les revendications. En effet, avec l'abandon du 49-3, l'ensemble des mesures va reposer directement sur le travail des parlementaires.

Pour la justice fiscale, sociale et environnementale, restons mobilisé·es !

Thomas Prabonnaud



Dérive ?

Depuis son accession au pouvoir en 2017, Emmanuel Macron s'est présenté comme n'étant "ni de gauche ni de droite". Il disait qu'avec lui, plus aucune voix n'irait au Rassemblement National. La réalité nous fait constater les mensonges et l'échec de la macronie (ou pas...)

En brocardant l'opposition de gauche et avec ses politiques ultralibérales, il n'a fait que monter le RN en puissance qui passe de 8 député·es en 2017 à 89 en 2022 puis 123 en 2024. Cela s'accompagne par la diffusion massive des idées d'extrême droite dans les médias, y compris de la part d'élu·es macronistes qui reprennent ces idées et moquent celles venant de la gauche parfois même de manière violente.

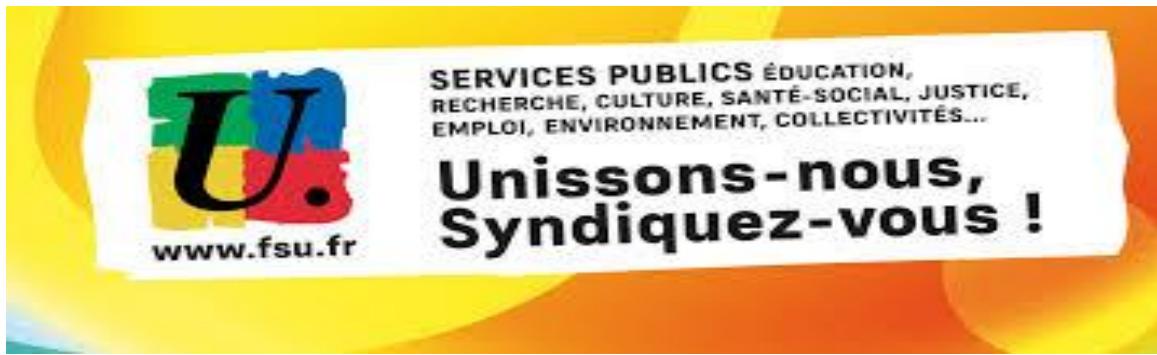
Depuis son arrivée, les syndicats ont été muselés, évincés des commissions dans lesquelles ils siégeaient, que ce soit dans le public (avec la loi de transformation de la fonction publique votée en 2019) ou le privé. Le dialogue social a été vidé de son rôle : ses adjoint·es reçoivent les syndicats mais ne changent rien à leurs idées. Ses gouvernements restent sourds aux millions de manifestant·es défilant dans la rue. Ils n'ont pas hésité à instrumentaliser la violence dont ils sont souvent à l'origine avec une politique ultra répressive de maintien de l'ordre, pointée du doigt au niveau international, ou des dérapages de certains policiers.

La violence est aussi mise en scène par ses gouvernements : un fort éclairage est fait sur la violence des mots de l'opposition, masquant la réelle violence (financière, médicale, alimentaire, éducative, environnementale) subie par une grande partie de la population. C'est un véritable jeu de dupes !

Au niveau politique, on ne peut qu'observer une dérive bien plus inquiétante. Emmanuel Macron, après avoir pris la décision de dissoudre l'Assemblée nationale, n'a pas respecté le résultat des élections. Après avoir nommé un premier ministre issu de la 4ème force politique, il a nommé des membres de son camp, qui a perdu les élections. On est au comble en septembre, avec un premier ministre qui dit discuter pendant un mois pour trouver un gouvernement et qui renomme le même, qui démissionne en assurant ne pas être prêt à revenir avant d'être renommé quatre jours plus tard. La macronie joue avec le peuple.

Avec des gouvernements où il est courant d'avoir été inculpé pour corruption, un ancien Président de la République incarcéré pour association de malfaiteurs reçu par Emmanuel Macron et soutenu par le ministre de la justice Gérald Darmanin, il est temps de se demander si notre démocratie n'est pas en danger !

Mal à not' démocratie
Qui recule p'tit à p'tit
Sont trop malins pour faire comme en Russie.
Assez vite,
Nous n'aurons plus qu'à te pleurer
Nous aurons alors vraiment tout gagné.



LGBTQIA+phobies, ce que cela signifie vraiment pour les personnes victimes

Le 1^{er} septembre, Caroline Grandjean, collègue exerçant dans le Cantal a mis fin à ses jours après avoir subi plusieurs mois de haine homophobe de la part d'un corbeau. Nous tenons à apporter notre soutien à sa famille.

L'homophobie tue donc encore aujourd'hui ! Et même dans notre pays dit le pays des droits de l'Homme...

La grande majorité des personnes cisgenre* hétéro méconnaissent ces problématiques car elles vivent dans un monde fait par eux, pour eux. Certains et certaines se pensent même « ouvert·es » oubliant qu'en parallèle des actes violents souvent médiatisés, il y a ces discriminations systémiques.

De manière plus large, les personnes LGBTQIA+ subissent du harcèlement, des discriminations dans leur vie quotidienne : au travail, dans leur vie privée, dans l'espace public... A l'instar du racisme, les LGBTQIA+ phobies sont systémiques. Ce qui rend la lutte compliquée.

Ce phénomène est très bien décrit au sujet du racisme dans l'excellent ouvrage d'Estelle Depris « Mécanisme du privilège blanc ». Les mêmes mécanismes s'appliquent aux LGBTQIA+ phobies comme le rappelle le rapport de SOS Homophobies sur les LGBTIphobies.

Parfois on lit des témoignages qui permettent de se rendre compte des discriminations, mais cela ne reflète pas l'ampleur du phénomène. **Nous allons donc ici donner quelques chiffres pour essayer de donner la mesure de cela.** A contrario, n'oublions pas que derrière les chiffres il s'agit bel et bien de personnes qui souffrent. Et que derrière ces chiffres, il y a des drames, comme dans le cas de notre collègue.

Alors, nous, les privilégié·es, cis, hétéro, qui vivons loin des discriminations de genre et d'orientation sexuelle, nous pouvons changer les choses par nos comportements. Pour cela, informons-nous, écoutons les personnes concernées, sans les juger. **Acceptons en premier lieu, que oui, vivant dans une société raciste, homophobe et transphobe, nous avons des biais racistes, homophobes et transphobes que nous devons les déconstruire.**

Pour nous, il ne s'agit que de faire quelques efforts : ne pas rire à une blague, oser dire quand un propos est déplacé, rappeler la loi et croire les victimes, toujours, sans jugement, abandonner nos préjugés en conscience. Mais pour les personnes concernées, il s'agit de pouvoir vivre sans avoir peur, sans se cacher, sans souffrir, en étant sûres de pouvoir bénéficier des mêmes droits que toutes les autres personnes, en n'étant pas exclues pour une question d'identité de genre ou d'orientation sexuelle. **Il s'agit simplement de vivre.**



C'est seulement comme cela que le monde changera.

N'oublions pas Caroline Grandjean et toutes les victimes de la haine!

Touste allié·es pour changer le monde !

*cisgenre : personne qui s'identifie au genre qu'on lui a assigné à la naissance.

Katie Clémencet

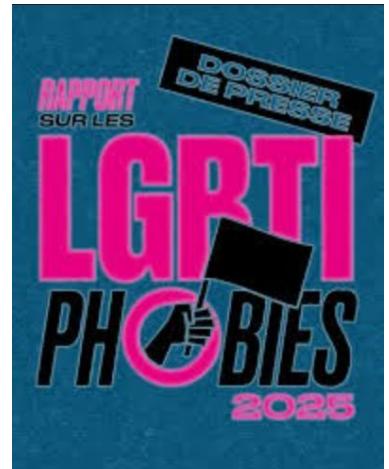
Quelques chiffres significatifs :

2 377 cas de LGBTQIaphobies en France. Ce chiffre est nettement supérieur aux années précédentes : 1 506 témoignages en 2022 et 1 515 en 2021.

Hausse de 13 % des infractions anti-LGBTQIA+ enregistrées par la police et la gendarmerie en 2023.

La haine en ligne représente **23 %** des cas signalés

En France, **60 %** des personnes évitent de tenir la main de leurs partenaires du même sexe par peur d'être agressées, contre 53 % en moyenne dans l'UE.



À **28 %**, les crimes et délits anti-LGBT+ sont commis dans les rues et voies publiques,

À **19 %** dans le cadre résidentiel.

Et à **8 %** dans un établissement scolaire.

Plus de 70 % des victimes de ces crimes ou délits sont des hommes, et 49 % ont moins de 30 ans, dont 7 % moins de 15 ans.

De leur côté, les personnes mises en cause sont principalement des **hommes (82 %)**.

25 % des adolescent·es français·es ayant tenté de se suicider en 2011 étaient homosexuel·les.

Les jeunes LGBT ont 2 à 7 fois plus de risques d'effectuer une ou plusieurs tentatives de suicide au cours de leur vie que le reste de la population. Ces risques sont de 2 à 4 fois supérieurs pour les filles, et de 5 à 10 fois pour les garçons.

Pour les personnes transgenres, le risque de faire une tentative de suicide est 8 fois supérieure.

Sources :

<https://www.sos-homophobie.org/informer/rapport-annuel-lgbtiphobies>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Suicide_chez_les_jeunes_LGBT

<https://www.aides.org/actualite/lactu-remaides-idahot-2024>

Défendre les acquis du programme du CNR, Conseil National de la Résistance

Débat autour d'un film à *La Turbine* le 28 novembre

L'actualité témoigne d'une agitation autour de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en Haute-Savoie. **Des livres et des films tentent de réhabiliter les Allemand·es qui ont occupé notre département et, de fait, remettent en cause la Résistance et délégitiment son action.**

Rappelons que la **Sécurité sociale**, en particulier, est issue du programme du **Conseil national de la Résistance**.

Évoquer l'action des **résistant·es** et le sens de leur engagement est l'objet du film *Cette lumière n'est pas celle du soleil*, réalisé par **Bernard Favre** en 2015.

À l'initiative de l'**ANACR** (*Association Nationale des Ancien·nes Combattant·es et Ami·es de la Résistance*), il sera projeté à **La Turbine** (Annecy, Cran-Gevrier) le **28 novembre prochain**, en présence de l'auteur (à noter que celui-ci avait réalisé le film *La Trace* en 1983).

Une occasion d'échanger sur les **menaces actuelles contre le programme du CNR**.

Des moyens pour l'Ecole Inclusive !

Mercredi 15 novembre, les personnels du collège Le Clergeon, enseignant·es et AESH uni·es, ont organisé une action sans étiquette syndicale (mais il y avait des militant·es de la FSU et de FO) à Rumilly. Des parents avec ou sans enfants et des collègues du Chéran, l'autre collège public de la ville, nous ont rejoint.

C'était très réussi, avec TV 8 Mont-Blanc, France Bleu (Ici) et l'Hebdo des Savoie. L'inclusion est devenue un sujet majeur dans l'Éducation nationale.

Nous sommes tou·tes concerné·es :

- les **parents**, parce qu'on leur promet des moyens qu'ils et elles obtiennent sur le papier mais pas dans la réalité ;
- les **AESH**, parce qu'ils et elles doivent abandonner des élèves qu'ils et elles pourraient aider et se consacrer à des élèves qu'ils et elles ne peuvent souvent pas aider ;
- les **enseignant·es**, parce qu'ils et elles ont l'injonction de donner trois ou quatre cours particuliers en même temps qu'ils et elles assument un cours commun pour des classes toujours plus chargées !

On pourrait multiplier les nombres et les exemples...

Le Clergeon : 25 élèves en attente de place en **SEGPA**, 23 élèves notifié·es "mutualisé·es" avec **AESH** sans **AESH** du tout, **Ulis** à 14 élèves + 2 en attente.

Le Chéran : **Ulis** 14 élèves, 16 "mutualisé·es" sans **AESH**, 4 en attente de **SEGPA**.

N'hésitez pas à nous faire part de vos difficultés à haute-savoie@grenoble.snes.edu

Mathieu FOURNEYRON



Toute l'actualité de la FSU 74 est à retrouver ici :

fsu74@fsu.fr



Vers une convergence des luttes

Les militant·es retraité·es de Haute-Savoie sont resté·es mobilisé·es durant l'été (délégation en Préfecture, rencontre avec les élu·es) et ont appelé l'ensemble des retraité·es à se joindre aux actif·ves lors des journées des 10, 18 septembre et 2 octobre.

La mise en place de la PSC (Protection Sociale Complémentaire) nécessite, pour la FSU, la SFR (Section Fédérale des Retraité·es), la FGR (Fédération Générale des Retraité·es) et la commission Actif·ves / Retraité·es académiques du SNES, une forte mobilisation pour expliquer ce qui en découle.

Ainsi, après un stage organisé à Annecy en juin, puis à Grenoble le 14/10, d'autres sont annoncés dans la Drôme fin novembre, puis dans le Chablais le 11/12.

Ceux-ci sont aussi l'occasion de convaincre les collègues de la nécessité d'aller vers le 100 % sécu des soins prescrits, seule solution face aux dérives et à la privatisation rampante de notre système de santé.

Les anniversaires des 80 ans de la Sécu (stage FSU à Paris les 2 et 3/12, initiatives départementales, etc.) seront d'autres occasions de faire avancer nos revendications, alternatives aux projets de démantèlement de la Sécurité sociale.

L'apparent recul sur l'âge de départ à la retraite cache mal les mauvais coups que le gouvernement prépare contre les salarié·es et les retraité·es.

En effet, sont annoncés 4 milliards d'économie par an du budget de la sécu « sur le dos des retraité·es » :

- gel des pensions,
- suppression de l'abattement de 10 %,
- gel de l'ASPA,
- blocage des barèmes de l'impôt sur le revenu....,

Dans la continuité de septembre et octobre, nous serons mobilisés le 6/11 au sein du GP des 9 : adresses aux parlementaires et au MEDEF, conférence de presse le 4/11 à la FSU.

Il est essentiel, dans cette période difficile, que retraité·es et actif·ves poursuivent leur action dans un cadre intersyndical le plus large possible.

Il nous faudra donc continuer à convaincre et préparer une réaction interprofessionnelle d'ampleur dans les prochaines semaines pour faire converger toutes ces initiatives.

Les militants de la SFR 74

TROMPERIE ET AMBIGUITES SUR LA REFORME DES RETRAITES

E. Macron a promis une nouvelle réforme des retraites lors de sa candidature de 2022.

Il existe deux moyens principaux de diminuer les retraites : agir sur la durée des cotisations, agir sur l'âge de la retraite. En 2003 et en 2014 on a privilégié la durée des cotisations et en 2010 le recul de l'âge de la retraite. La réforme de 2014 doit porter la durée de cotisation à 43 annuités pour avoir une retraite complète. La réforme actuelle reprend et accélère l'exigence de 43 annuités et tarde l'âge de la retraite : **c'est la double peine**. Un premier constat s'impose : aucune réforme n'est définitive, quatre réformes en vingt ans : **ce ne sera pas la dernière**. Retarder l'âge de la retraite c'est verser moins de retraites, pendant moins longtemps. En fait beaucoup de travailleurs ne seront plus en activité et donc chômeurs dispensés de recherche d'emploi dans la mesure où les employeurs refusent d'embaucher ou de conserver des salariés âgés.

Pour faire alliance avec le PS et la CFDT les autres organisations syndicales et politiques ont mis l'accent quasi-exclusif sur la volonté de porter l'âge de la retraite à 64 ans en oubliant que, dans l'avenir, très peu de personnes rempliront les conditions d'annuités et que dans ces conditions l'âge légal et l'âge réel pourront diverger.

Prétendre que bloquer l'âge réel à 63 ans équivaudrait à annuler la réforme des retraites est une tromperie. **Il faut abroger simultanément la réforme Macron et la réforme Touraine (sur les 43 annuités).**

Jean-Pierre Richaudeau retraité